Alexandre Benalla, collaborateur de Macron, frappe un manifestant : Infos et réactions (MàJ)

19/07/2018 à 12h05



27/07/18

Raphael Stainville (Valeurs Actuelles) sur l'Affaire Benalla : «**Emmanuel Macron ment** lorsqu'il dit que la sanction contre Alexandre Benalla a été immédiate (…) sa retenue sur salaire ne sera effective qu'à la fin de sa période de licenciement et il a bénéficié d'un logement Quai Branly (…) **Macron se fout de notre gueule**.»
— LCI, 27 juillet 2018, 17h32

Affaire Benalla : La presse étrangère pas tendre avec Emmanuel Macron.
— LCI, 27 juillet 2018, 10h39

25/07/18

Bruno Retailleau (Chef de groupe LR au Sénat) sur la réaction de Macron à l'Affaire benalla : «Emmanuel Macron a fait un Bras d'Honneur hier soir à l'opposition quand il dit "Qu'ils viennent le chercher", un Bras d'Honneur aux journalistes et un Bras d'Honneur aux Français car il ne devait pas s'exprimer devant sa cour.»
— F2, 25 juillet 2018, 7h35

«L'Affaire Benalla passionne les Français, et sur les réseaux sociaux c'est une déflagration digne de la victoire à la Coupe du Monde. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les chiffres. Sur Google, les recherches concernant Alexandre Benalla sont supérieures de 20% à celles faites sur Didier Deschamps le soir de la finale. Sur Facebook, les articles autour de l'Affaire ont été relayés des dizaines de milliers de fois. Sur Wikipedia, la page "Affaire Benalla" était ce week-end la page la plus consultée de l'encyclopédie en français. Sur Twitter, le garde du corps bagarreur a fait l'objet de plus de 1,5M de tweets, un volume gigantesque, c'est plus que pour #BalanceTonPorc ou #JeSuisCharlie».
— RMC, 24 juillet 2018, 7h27

22/07/18

Annabelle Rouleau (Journaliste BFM TV) : «Les 5 hommes sont mis en examen. Alexandre Benalla et Vincent Crase "notamment

pour Violence en réunion n'ayant pas entraîné d'incapacité de travail", les 3 policiers "notamment pour Détournement d'images issues d'une vidéo-protection", l'un d'eux est en plus mis en examen pour "Complicité de port illégal d'insigne". Les 5 hommes sont placés sous contrôle judiciaire. Des décisions qui suivent les réquisitions du Parquet qui avait ouvert ce matin une information judiciaire».
– BFM TV, 22 juillet 2018, 21h00

Une information judiciaire a été ouverte contre Alexandre Benalla pour :
 Violence en réunion
 Accomplissement d'actes réservés à l'autorité publique
 Port d'arme prohibé
 Violation du secret professionnel
 Détournement d'images de vidéoprotection

Alexandre Benalla sera présenté dans les heures qui viennent au Juges des Libertés et de la détention (JLD). Le Parquet de Paris a requis contre lui l'interdiction :
 D'exercer toute fonction publique ou une mission de service public
 De détenir une arme
 D'entrer en contact avec les protagonistes»

– William Molinié (LCI), 22 juillet 2018, 12h04

Francoise Degois sur l'Affaire Benalla : «Je vous signale que ce jeune homme se permettait de dire "J'emmerde le Préfet" et rabrouait des commandants de police ou de gendarmerie sur

plusieurs événements. C’est le JDD qui nous le raconte. Des éléments incroyables, des phrases qui marquent l’impulsivité de Benalla qui avance avec un sentiment d’impunité totale.»
— LCI, 22 juillet 2018, 10h19

21/07/18

Sujet du journal de 20h de France 2 : «Depuis le début de l’Affaire Benalla, l’Elysee s’est défendue par la voix de son porte-parole, assez fermement, pourtant **l’examen des faits et de certaines images semble souvent contredire assez nettement la version du Palais**.»
— France 2, 21 juillet 2018, 20h

Marc Le Fur (Député LR qui a révélé l’Affaire du badge) : «Alexandre Benalla s’est vu attribuer un badge de niveau Président, le badge maximal, le badge H qui donne accès à l’Hémicycle. Il a donc eu un accès super privilégié à l’Assemblée (…) Tout cela révèle que **M. Benalla obtenait à peu près tout ce qu’il souhaitait pour quelqu’un qui a 26 ans. Quel rôle joue-t-il ? Est-il le conseiller privilégié du Président ?**»
— LCI, 21 juillet 2018, 17h02

Dominique Rizet sur l'Affaire Benalla: «Les policiers de la DOPC qui ont remis les images de vidéosurveillance à Alexandre Benalla vont dire qui leur a demandé de faire cela, et on va peut-être avoir des surprises. Est-ce quelqu'un de l'Elysee qui leur a dit "Messieurs, remettez-moi la vidéo", et la vidéo s'est retrouvée chez M. Benalla ?»
– BFM TV, 21 juillet 2018, 21h40

Franz-Olivier Giesbert sur l'Affaire Benalla : «L'Elysee ment depuis le début. C'est mensonge sur mensonge, Emmanuel Macron vivait sans doute dans une sorte d'ivresse du pouvoir, au-dessus des lois, **l'impunité**, avec ce M. Sécurité qui n'en faisait qu'à sa tête et qui un jour demande d'aller voir comment travaillait la police pour en fait **casser du manifestant**. Ca n'est pas normal, ce sont des choses qui peuvent se passer au Venezuela ou en **Corée du Nord**, pas France (…) On a l'impression que **c'est Les Pieds Nickelés à l'Elysée**.»
– BFM TV, 21 juillet 2018, 21h33

20/07/18

Nicolas Bay : «**Alexandre Benalla a bénéficié manifestement de soutiens et de protections au plus haut niveau de l'Etat avec des officiers de police qui ont été amenés à détourner des bandes vidéos qui pouvaient le mettre en cause, et ils n'ont pas pu faire ça sans avoir reçu des ordres**. Donc, la question c'est de savoir quel a été le rôle du Ministre de l'Intérieur

Gérard Collomb qui a eu connaissance des faits le 2 mai, du Secrétaire Général de l'Elysée, du Directeur de Cabinet d'Emmanuel Macron, et, soyons clairs, qu'a fait Emmanuel Macron lui-même et qu'a-t-il fait alors qu'il avait parfaitement connaissance des faits et de leur gravité ?»
– RT France, 20 juillet 2018, 20h24

Journaliste : «Pourquoi, selon vous, la Présidence cherche à le protéger ?»

Nicolas Bay : «**M. Benalla est un proche, et même un très proche, d'Emmanuel Macron**, et par ailleurs il donne le sentiment d'agir, et on l'a vu à de nombreuses reprises – pas seulement dans l'incident du 1er mai – avec une espèce d'**impunité totale**, dans le passe-droit le plus complet, dans la violation de toutes les règles élémentaires de la démocratie et du droit, quelqu'un qui outrepasse totalement des prérogatives et qui se comporte en terrain conquis en toute circonstance. Donc, **s'il fait ça, c'est sans doute qu'il se sent totalement protégé**.»

Alexandre Benalla avait outrepassé ses fonctions l'été dernier en notifiant une garde à vue. Un photographe témoigne : «Il m'a dit "Je vais vous placer en garde à vue, je vais vous faire coffrer pour 48 heures !"».
– FRANCE INFO, 20 juillet 2018, 20h36

Jeremy Brossard (BFM TV) note l'étonnante proximité Macron-Benalla : «Il n'a pas bénéficié d'un logement de fonction comme les autres, **il a été logé là où les prédécesseurs de**

Macron ont logé leurs plus proches collaborateurs et où François Mitterrand avait logé sa fille cachée.»
— BFM TV, 20 juillet 2018, 22h43

Gabriel Attal, porte-parole d'En-Marche, était invité hier sur le plateau de BFM TV pour défendre la position du gouvernement sur l'Affaire Benalla.

Perrine Storme : «L'Elysée n'a-telle pas été coupable de naïveté en pensant que cette vidéo n'allait pas sortir ?»
Gabriel Attal : «Ce qui m'importe c'est qu'à chaque fois qu'il y a un élément, une décision soit prise»
Journaliste : «On a compris votre élément de langage ! Votre collègue a dit exactement la même chose.»
— BFM TV, 20 juillet 2018, 21h44

Virginie Le Guay (Paris Match) : «Emmanuel Macron n'a pas mis 36 heures à lâcher Alexandre Benalla, mais 2 mois ½, et il le lâche sous la pression, dans la panique, et dans le chaos de ces 2 jours qui viennent de se dérouler sous nos yeux avec des révélations nouvelles quasiment chaque heure».
— BFM TV, 20 juillet 2018, 23h02

Echange tendu entre Benjamin Amar (Responsable CGT Val De Marne) et Alexandre Malafaye (Essayiste, Pdt et Fondateur du Think Tank Synopia) accusé de relativiser le comportement

d’Alexandre Benalla.
— LCI, 20 juillet 2018, 10h21

19/07/18

Mathieu Coache sur l’Affaire Benalla : «On assiste à un véritable naufrage de communication traduit par le silence de Macron(…) Bruno Roger-Petit a menti dans sa déclaration sur Alexandre Benalla car ce dernier n’avait pas réellement été mis à pied.»
— BFM TV, 19 juillet 2018, 17h34

Valérie Boyer (Les Républicains) dénonce le silence sur les agressions sexuelles dans les Fan Zones le soir de la finale de la Coupe du Monde : «Je ne voudrais pas que l’Affaire Benalla dissimule cela. Je suis surprise ne n’entendre personne donner des informations sur ces exactions.»
— BFM TV, 19 juillet 2018, 17h08

Thierry Arnaud (journaliste BFM) compare l’Affaire Benalla à l’Affaire Leonarda : «Sur l’échelle de la catastrophe en termes de perception par les Français, on est à peu près à la même grandeur. La maison est en train de brûler.»
— BFM TV, 19 juillet 2018, 16h11

Nicole Belloubet, garde des Sceaux, contredit Bruno-Roger Petit (directeur de cabinet d'Emmanuel Macron à l'Elysée) : «Alexandre Benalla était dans la manifestation sans autorisation et a "usurpé" l'identité des forces de police».
— LCP, 19 juillet 2018

(…) Selon l'enquête réalisée par Le Monde, les premières armes politiques d'Alexandre Benalla remontent à 2011. « Il était tout jeune, 20 ans à peine, se souvient Eric Plumer, ancien responsable du service d'ordre national du Parti socialiste. Il avait fait la sécurité de plusieurs artistes, il en voulait, il était intelligent et compétent, dans mon souvenir, posé. Nous sommes en pleines primaires socialistes, je le charge de la protection de Martine Aubry. Puis je le prends dans mon service d'ordre durant la campagne 2012 de François Hollande. »

Natif du quartier de La Madeleine à Evreux, Alexandre Benalla jouit d'une bonne cote auprès des services de l'Elysée alors occupé par François Hollande. Par arrêté du premier ministre de François Hollande, en avril 2015, Alexandre Benalla, titulaire d'un master de droit est admis dans la quarantaine d'étudiants et de jeunes professionnels de moins de 35 ans autorisés à suivre la session « jeunes » de l'Institut des hautes études de la sécurité et de la justice (IHESJ), une semaine de formation de haut niveau organisée à l'école des officiers de la gendarmerie à Melun. Un an et demi plus tard, il rejoint la campagne d'Emmanuel Macron, où il est nommé responsable de la sécurité du candidat, pour un salaire de 3 500 euros net.

Selon des indiscrétions de lettres confidentielles, La Lettre A et Maghreb Confidentiel, il a travaillé plusieurs années pour le groupe Velours, spécialisé dans la sécurité privée et fondé par d'anciens policiers. D'après le registre du commerce marocain, il devient le codirigeant d'une antenne montée par l'entreprise à Casablanca, en octobre 2015, qui cesse vite son activité avant d'être dissoute en 2017.

En lien avec un ancien gendarme de réserve de l'Eure

L'enquête menée pa nos confrères du Monde fait un autre crochet dans l'Eure. En avril 2016, Alexandre Benalla a créé une Fédération française de la sécurité privée avec une connaissance, Vincent Crase. Cet officier de réserve de la gendarmerie basé dans l'Eure et reconverti dans la sécurité privée serait, selon les « MacronLeaks », l'un des prestataires du service de sécurité de la campagne présidentielle. C'est avec lui que M. Benalla commande les fameux pistolets qui inquiétaient Cédric O.

« La commande a été refusée par la direction d'En marche ! », confie au Monde Vincent Crase. Cette association, selon les statuts déposés à la Préfecture de police de Paris, se voulait « un lieu d'échange entre les différents acteurs de la sécurité privée » et entendait régler « tous les différends entre les professionnels du secteur et les pouvoirs publics ou les clients ». Les activités de cette ambitieuse fédération n'ont laissé aucune trace : elle a été dissoute rapidement.

Montebourg le vire en 2012

Alexandre Benalla a travaillé brièvement au service d'Arnaud Montebourg en 2012, avant d'être « viré manu militari » par ce dernier : « Le SPHP [le Service de protection des hautes personnalités] me l'avait proposé comme chauffeur en 2012, raconte au Monde l'ancien ministre du redressement productif. Je m'en suis séparé au bout d'une semaine après une faute professionnelle d'une première gravité : il avait provoqué un accident de voiture en ma présence et voulait prendre la fuite. »

Paris Normandie

18/07/18

> □□□□ *ALERTA VIOLENCES POLICIÈRES*
>
> *DES POLICIERS TABASSENT ET GAZENT TOUT LE MONDE PLACE CONTREESCARPE !!*
> *FAITES TOURNER IL FAUT QUE TOUT LE MONDE VOIT !!#ViolencesPolicieres #1erMai pic.twitter.com/Dabr6HHwyJ*
>
> *— Taha Bouhafs □ (@T_Bouhafs) May 1, 2018*

> *Pour ceux qui disent que ce n'était pas un policier le revoilà. pic.twitter.com/0pAqoXrnrD*
>
> *— Taha Bouhafs □ (@T_Bouhafs) May 2, 2018*

Une mise à pied de quinze jours et toujours un bureau à l'Elysée… C'est la sanction que s'est vu signifier, dans la plus grande discrétion, Alexandre Benalla, un proche conseiller du président de la République, après s'être livré le 1er mai à des violences restées inconnues jusqu'ici. Ce jour-là, ce chargé de mission d'Emmanuel Macron, équipé d'un casque à visière des forces de l'ordre, alors qu'il n'est pas policier, s'en est pris à un jeune homme à terre pendant une manifestation qui se tenait place de la Contrescarpe, à Paris (5e arrondissement). Il s'est vite éloigné, de peur d'être

reconnu.

Selon la chronologie des faits reconstituée par *Le Monde*, tout commence par un appel à rassemblement lancé sur Facebook. « *Alors que la grève risque de s'essouffler chez les cheminots, alors que les facs occupées tombent les unes après les autres, alors que les hôpitaux seront réformés courant mai*, écrivent les instigateurs de cet « Apéro militant », *pas question de se contenter du "trajet court, déjà vu mille fois" »*, entre Bastille et place d'Italie.

Le Comité d'action interlycéen, proche de la mouvance autonome, propose de *« passer un moment convivial en partageant un apéro sur la place de la Contrescarpe, à la fin de la manif* [du 1er Mai]*, vers 18 heures »*. L'invitation est notamment relayée par le syndicat étudiant UNEF et par La France insoumise. Près de 260 personnes répondent qu'elles y participeront.

A l'heure dite, ils sont en fait moins d'une centaine sur cette place très touristique, entourée de cafés. Les jeunes sont assis par terre, les CRS, postés en haut de la rue Mouffetard, quand, d'un coup, la situation dégénère.

Sur les images d'une vidéo largement partagée sur Facebook et postée par un militant de La France insoumise (mais aussi sur des films d'autres militants, non partagés, que *Le Monde* s'est procurés), un homme portant… (…)

www.lemonde.fr

(Merci à Alfred)